

Giorgia Meloni, le postfascisme aux portes du pouvoir en Italie



Giorgia Meloni après son meeting à Cagliari, le 2 septembre.
(GIANNI CIPRIANO/NYT-REDUX-REA)

Pour la première fois depuis l'après-guerre, la péninsule risque d'être gouvernée par l'extrême droite. La patronne du parti postfasciste Frères d'Italie, Giorgia Meloni, devrait remporter les élections du 25 septembre. Retour sur trois décennies d'irrésistible ascension.

Par [Nathalie Funès](#)

L'OBS. Publié le [23 septembre 2022 à 7h00](#)

« Mussolini, c'était un bon politicien. Tout ce qu'il a fait, il l'a fait pour l'Italie et on ne trouve pas ça chez les politiciens qu'on a eus depuis cinquante ans. » La caméra suit une jeune fille brune, blouson de cuir, en noir de la tête aux pieds. « Giorgia », indique le commentaire, 19 ans, « milite depuis deux ans » pour le parti postfasciste Alliance nationale, héritier du Mouvement social italien (MSI), créé en 1946, par d'anciens dignitaires de la République de Salò. Elle dirige « la section des jeunes de la Garbatella, le quartier populaire de Rome », dont les murs sont ornés d'une vieille affiche du Duce, vêtu de son uniforme militaire, « un homme du peuple », précise la légende. La couleur des images est un peu passée. C'est un reportage diffusé par France 3 en avril 1996 à la veille des élections législatives en Italie. A la fin, la demoiselle prévient : « Ce que je fais pour cette élection, c'est parce que j'y crois [...]. Si nous perdons, nous gagnerons une autre fois. »

Vingt-six ans ont passé. « Giorgia » est devenue blonde, s'habille désormais en blanc et dirige Fratelli d'Italia, Frères d'Italie (FdI), le parti qu'elle a cofondé il y a dix ans, avec d'anciens militants d'Alliance nationale. Sa prédiction est sur le point de se réaliser. A la tête d'une coalition qui réunit la Ligue de Matteo Salvini et Forza Italia de Silvio Berlusconi, elle devrait remporter les élections législatives du 25 septembre.

[Hongrie, Pologne, Suède, Italie, France... Pourquoi l'extrême droite progresse-t-elle en Europe ?](#)

Selon le site d'information politique YouTrend, qui a compilé les enquêtes des principaux instituts, 45,9 % des Italiens voteront pour l'alliance des droites, dont un quart pour Frères d'Italie, devenu le premier parti de la péninsule. Pour la première fois depuis l'après-guerre, il pourrait y avoir un chef de gouvernement d'extrême droite de l'autre côté des Alpes. « *Je suis très inquiet pour mon pays. Il y a une réelle menace de mise en place d'un régime "illibéral"* », soupire [Enrico Letta](#). Le secrétaire du Parti démocrate (PD) n'a pas réussi à monter une vaste alliance concurrente et n'a conclu qu'un pacte modeste au sein de la gauche écologiste. Il est donné perdant, toujours selon YouTrend, à 24,4 %.

Nostalgiques du Duce

Giorgia Meloni cherche aujourd'hui à faire oublier ses déclarations enflammées sur le Duce. Sourire systématique, mèches soigneusement lissées, sobriété vestimentaire. Elle a inondé les réseaux sociaux. A chaque fois, les mêmes selfies lors de ses meetings, Milan, Turin, Mestre, Florence, Pescara, Cosenza, Catane... Au premier plan, le visage qui se veut rassurant de la « *version cinégénique de Madonna* », comme l'a décrite le magazine « l'Espresso » en juin. Derrière, une foule armée de drapeaux italiens et de fanions de Fratelli d'Italia ornés de l'emblème du parti, la fameuse flamme tricolore, vert, blanc et rouge, créée par l'ancêtre MSI – et copiée par Jean-Marie Le Pen pour son Front national.



Des partisans de Frères d'Italie, lors d'un rassemblement en soutien à Giorgia Meloni, à Cagliari, le 2 septembre. (GIANNI CIPRIANO/NYT-REDUX-REA)

Les autres références se sont faites plus discrètes. Dans une vidéo en français, anglais et espagnol, postée sur ses comptes Facebook et Twitter à la mi-août, la patronne de Frères

d'Italie a fait profil bas : « *Il y a plusieurs décennies que la droite italienne a relégué le fascisme à l'histoire, en condamnant sans ambiguïté la privation de démocratie et les infâmes lois antijuives.* »

Une prise de distance ? « *De la cosmétique* », corrige le politologue Piero Ignazi, qui explique :

« *Giorgia Meloni est obligée d'être ambiguë. Elle doit rassurer les milieux d'affaires et les capitales étrangères. Mais elle doit aussi composer avec les nostalgiques du Duce dans son parti et son électorat.* »

Difficile d'oublier que, aux élections européennes de 2019, Caio Giulio Cesare Mussolini, arrière-petit-fils de Benito, a représenté le parti dans le Sud. Ou que Rachele Mussolini, petite-fille, est conseillère municipale à Rome. Et la ligne de Giorgia Meloni reste solidement ancrée à la droite de la droite. Défense de la famille traditionnelle et de la chrétienté, [opposition à l'avortement](#), au mariage homosexuel, à l'adoption par des personnes du même genre – un « *caprice* » selon elle –, préférence nationale, priorité donnée à la sécurité, lutte contre « *l'islamisation* » et l'immigration, dénonciation des « *lobbys* » de la gauche et du « *politiquement correct* ».

Dis Oncle Obs... Qu'est-ce que le fascisme ?

En 2018, elle tente en vain de faire adopter par la province de Rome une disposition chère aux mouvements anti-avortement américains : l'enterrement des fœtus de femmes ayant subi une IVG. En 2019, place San Giovanni, dans la capitale italienne, elle martèle :

« *Je suis une femme, je suis une mère, je suis italienne, je suis chrétienne. Vous ne m'enlèverez pas ça. Nous défendrons Dieu, la patrie et la famille contre l'islamisation, faites-vous une raison !* »

En juin, en Andalousie, lors d'un meeting de soutien à Vox, le parti d'extrême droite espagnol, elle scande : « *Oui à la famille naturelle ! Non au lobby LGBT ! Oui à notre civilisation ! Non aux migrants !* » En août, [elle diffuse sur les réseaux sociaux](#) une vidéo tournée par un témoin du viol d'une Ukrainienne par un demandeur d'asile guinéen dans le centre-ville de Piacenza, dans le nord de l'Italie. La victime s'est dite « *terrorisée* » par la circulation de ces images, où elle était reconnaissable.

Giorgia Meloni incarne l'irrésistible ascension de l'extrême droite en Italie. Les années 1990 – décennie de son entrée en politique — ont sonné le glas des grandes formations traditionnelles, la Démocratie chrétienne (DC) et le Parti socialiste italien (PSI), tombés avec l'opération « *Mains propres* » de démantèlement du vaste système de corruption et de financement illégal du monde politique...

« Banalisation » de l'extrême droite

Elles ont aussi marqué le début de la légitimation et de la « banalisation » de l'extrême droite. En 1994, Silvio Berlusconi, qui vient de s'installer au palais Chigi, fait entrer l'Alliance nationale de Gianfranco Fini et la Ligue du Nord d'Umberto Bossi dans son gouvernement. Sofia Ventura, professeure à l'université de Bologne, analyse :

« A partir de ce séisme politique et de la chute de la Première République, la droitisation de la droite a surfé sur une forte vague populiste, antisystème, antipolitique, anti-institutions, et n'a cessé de s'amplifier. »

Les leaders extrémistes se succèdent sur le devant de la scène. Umberto Bossi, Gianfranco Fini, Matteo Salvini – qui prend la Ligue du Nord en 2013, et l'emmène de 4 % à 34 % aux élections européennes de 2019. A chaque élection, les Italiens cherchent l'alternance et le sauveur qui fait miroiter une foule de promesses. L'électorat des extrêmes tourne entre plusieurs offres. C'est désormais le tour de Giorgia Meloni.

[Dix choses à savoir sur Giorgia Meloni, figure montante de l'extrême droite en Italie](#)

La quadragénaire a le visage de la nouveauté. Elle est dans l'opposition depuis 2011 (après trois ans comme ministre de la Jeunesse de Berlusconi). Elle ne pesait que 4,3 % aux élections législatives de 2018. Elle a été la seule, en 2021, à refuser de rejoindre le gouvernement de Mario Draghi, actuel président du Conseil et ancien patron de la Banque centrale européenne (BCE), une équipe d'union nationale, rassemblant tout l'échiquier du Parlement italien, de la Ligue aux populistes du Mouvement 5 Etoiles.

Et le contexte lui est plus que favorable. Succession de crises qui ont frappé l'Europe et plus particulièrement l'Italie (financière en 2008, migratoire en 2015, sanitaire en 2020, énergétique aujourd'hui), faiblesse des partis dits de gouvernement, incapacité à s'allier dans un front républicain – une *conventio ad excludendum* selon l'expression latine utilisée chez notre voisin transalpin. Le phénomène touche toute l'Europe. Mais le nouveau mode de scrutin italien adopté en 2018 – un système mixte proportionnel par régions pour les deux tiers, uninominal à un tour pour le tiers restant – donne une prime à la coalition qui arrive en tête. La messe semble dite.



Des militants d'extrême droite commémorent la marche sur Rome de Mussolini, à Predappio, ville natale du Duce, le 28 octobre 2018. (BRANCOLINI/FOTOGRAMMA/ROPI-REA)

Marc Lazar, professeur à Sciences-Po et président de la School of Government de l'Université Luiss-Guido Carli à Rome, explique :

« L'alliance des droites est une machine de guerre qui prend appui sur les trois forces du populisme : l'inquiétude identitaire, le malaise social et la défiance politique. Et le pays a toujours penché à droite, en raison notamment d'une méfiance historique vis-à-vis de l'Etat. Souvenez-vous qu'au XIX^e siècle ce sont les Piémontais qui ont imposé l'unité italienne au reste de la péninsule. En raison aussi d'une mémoire forte de l'anticommunisme, d'une influence importante de l'Eglise catholique, d'une structure sociale qui repose sur 4 millions de petites entreprises, de commerçants, d'artisans, de professions libérales, traditionnellement plus conservateurs. Le fait que Giorgia Meloni ait un passé fasciste avec lequel elle n'a pas complètement rompu ne semble pas lui porter préjudice. »

Il n'existe qu'une petite minorité fasciste active, avec des partis comme Forza Nuova et CasaPound. Chaque année, des dizaines de milliers d'Italiens se rendent sur la tombe de Mussolini, à Predappio, sa ville natale, mais surtout, une masse importante considère que le Duce a été un dictateur de pacotille, que la population n'a pas été un soutien fervent du régime, et qu'il ne faut pas diaboliser cette période.

[Enrico Letta : « La bataille européenne contre le populisme se joue en Italie »](#)

66 % des jeunes de 16 à 25 ans considèrent le fascisme comme « une dictature à condamner en partie, mais qui a aussi apporté des bonnes choses », d'après un sondage Ipsos de 2021. Il n'y a pas eu d'épuration ni de procès au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. « La mémoire de l'antifascisme s'est affaiblie avec le temps », conclut Marie-Anne Matard-Bonucci, professeure à l'université Paris-8.

Une « Europe des nations »

Si Giorgia Meloni s'installe au palais Chigi, ce sera la première fois dans l'histoire de l'Union européenne qu'un des pays fondateurs est gouverné par l'extrême droite. Rome, troisième économie de la zone euro, est la principale bénéficiaire du plan de relance de Bruxelles avec 191 milliards d'euros de fonds accordés pour la maintenir à flot, en échange de réformes qui restent à mettre en œuvre. Sandro Gozi, député européen sous l'étiquette Renew Europe, s'inquiète :

« La relation avec l'Italie a été au cœur de l'Union, elle a été particulièrement motrice avec Mario Draghi, elle risque de devenir un frein. Ce ne sera peut-être pas un conflit dur comme l'a souvent menacé Giorgia Meloni. Mais on sera à minima, face à une Italie qui tiendra un double discours à Rome et Bruxelles, faible, à la traîne, peu fiable, hésitante. »

Le programme commun de la coalition prévoit de respecter les accords internationaux de l'Italie, de rester dans l'Otan, de soutenir l'Ukraine – même si Meloni, atlantiste, et Salvini, poutinophile, sont divisés sur la question – et de ne pas quitter l'Union européenne. Mais il souhaite aussi une Europe « plus politique que bureaucratique », et la révision du « plan national de relance et de résilience » engagé par Mario Draghi.



Giorgia Meloni avec le Premier ministre hongrois Viktor Orbán à Atreju, la réunion annuelle du parti Frères d'Italie, à Rome, en 2019. (COSIMO MARTEMUCCI / SOPA IMAGES / SIPA)

Giorgia Meloni se dit désormais favorable à une « *Europe des nations* ». Elle aime s'afficher avec le Hongrois Viktor Orbán – le leader le plus prorusse de l'Union – et avec les fidèles de Donald Trump – elle a participé à la Conférence d'Action politique conservatrice (CPAC) à National Harbor, aux Etats-Unis, en 2019. Elle a aussi rejoint le groupe eurosceptique des Conservateurs et Réformistes européens (ECR) à Bruxelles, aux côtés du parti Droit et Justice (PiS) polonais et de l'espagnol Vox. Les prochaines semaines seront décisives.

[De Marion Maréchal à Viktor Orban, les réseaux des conservateurs et nationalistes se créent à Rome](#)

Les plus optimistes s'accrochent aux rumeurs qui la disent décidée à se montrer pragmatique, n'hésitant pas à nouer des contacts avec Mario Draghi et à envisager de reprendre certains de ses ministres au profil technicien, comme Roberto Cingolani, à la Transition écologique. Les plus pessimistes s'alarment de son souhait de modifier la Constitution, et notamment de faire élire au suffrage universel le président de la République. Triste hasard du calendrier, dans un mois, presque jour pour jour, on fêtera le centième anniversaire de la marche sur Rome de Benito Mussolini et de ses chemises noires, le tournant symbolique qui l'a porté au pouvoir.

Par [Nathalie Funès](#)